

COMMUNIQUE FINAL

Du Colloque du 22 Mai 2015 au Sénat, Palais du Luxembourg

Nous, citoyennes et citoyens français et européens comme péruviens et latino-américains, avons participé au Colloque « **Conga no va ! Droits environnementaux et humains au Pérou : quelles perspectives ? Quelles solidarités** » le vendredi 22 mai 2015, au Sénat. Nous y avons partagé nos aspirations et nos luttes, avec la richesse de nos diversités, pour la défense de nos valeurs communes de solidarité, de respect de l'Humain, de son territoire et son environnement, de nos cultures face au même modèle libérale.

Ce Colloque fait suite au rassemblement du mois d'août de l'an dernier, à Cajamarca, pour soutenir la lutte emblématique de tout un peuple et ses représentants contre le mégaprojet minier Conga.

Il s'inscrit dans la dénonciation des graves violations des droits humains face à l'intensification des conflits socio-environnementaux sur tout le territoire péruvien. Il dénonce les atteintes permanentes aux droits ancestraux des peuples originaires comme le non-respect des conventions internationales signées et inscrits constitutionnellement pour la sauvegarde de leurs droits.

Il veut prolonger les mobilisations sociales qui se sont tenues à Lima et à Paris, en décembre dernier, parallèlement à la COP 20 et avant la COP 21 de Paris, en décembre 2015.

Il prend en compte les combats communs que nous menons contre les multinationales prédatrices des biens communs comme l'eau ou l'accaparement des terres, ici et là-bas.

Sur ces sujets d'actualité allant du local au mondial, la solidarité internationale peut et doit jouer son rôle pour la défense des droits politiques, humains et environnementaux.

Ces questions, comme celles des Traités de libre échange Colombie-Pérou-UE ou celle de la responsabilité des multinationales et leurs filiales, devront être à l'ordre du jour des prochains Sommet des Peuples les 9 et 10 juin prochain à Bruxelles, à l'occasion du sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Européenne et de la CELAC.

Nous tenons à rappeler que la crise climatique, conséquence d'un certain modèle culturel, agricole et de développement économique, constitue une véritable urgence planétaire qui passe par la nécessité de mettre un terme aux agissements des multinationales extractivistes. Celles-ci saccagent les ressources naturelles, détruisent les territoires, et bafouent les droits humains et environnementaux des populations locales comme c'est le cas au Pérou :

- Pays particulièrement vulnérable au changement climatique, à courte échéance, avec le recul dramatique des glaciers andins, principales sources d'eau douce d'Amazonie et des zones côtières du Pacifique,
- Pays soumis à l'extraction massive d'or et de cuivre, d'hydrocarbure et des forêts naturelles par des multinationales écocides conduisant à une destruction irréversible des ressources naturelles et mettant irrémédiablement en danger la santé, la vie et l'avenir des peuples ainsi que leur sécurité et leur souveraineté alimentaire, comme c'est le cas dans la région de Cajamarca (Andes Nord du Pérou)
- Pays où des mobilisations importantes qui nous concernent toutes et tous, ont lieu depuis 2011, comme celles emblématiques contre le mégaprojet minier Conga de l'entreprise Yanacocha (multinationale Newmont, Buenaventura, Banque Mondiale) par la population et les rondes paysannes de Cajamarca pour la défense de l'eau ; contre le projet Tía María de la Southern Peru Cooper Corporation (multinationale GMéxico) par les petits et moyens agriculteurs qui défendent la Vallée du Tambo (Islay – Arequipa).
- Pays où les peuples luttent pour le respect de leurs droits, de leurs modes de vie, de leurs territoires et cultures ancestrales. Ils refusent d'être les victimes d'une politique libérale internationale sacrifiant leurs régions pour un modèle de développement qui n'est pas le leur ni le nôtre, voulant les conduire dans « *un voyage avec plus de naufragés que de navigants* » comme l'exprime si bien Eduardo GALEANO.

Ya Basta ! Nous refusons de prendre en charge leur politique de développement et de croissance

consommériste et colonialiste qui abouti au pillage de la planète pour les seuls intérêts d'un petit groupe de privilégié.

Nous saluons la dignité et le courage de ces femmes et de ces hommes – membres des rondes paysannes et défenseurs des lacs – prêts à sacrifier leur vie pour la défense de l'eau, de leur territoire et de leur environnement. Elles et ils privilégient l'agriculture et les activités économiques soutenables dans le temps, enracinées dans leur culture millénaire. Malgré la criminalisation de la protestation sociale de celles et ceux qui défendent leurs territoires et une répression brutale, elles et ils poursuivent leur combat jusqu'à ce jour, avec détermination : 5 personnes ont perdu la vie les 3 et 4 juillet 2012, plus d'une centaine ont été blessées (dont Elmer Campos devenu paraplégique), 110 dirigeant-es ont fait l'objet de procédures judiciaires (dont Máxima Acuña et sa famille). Et depuis juin 2014, malgré sa réélection le 5 octobre dernier avec plus de 44,% des voix, le comunero, rontero et Président régional élu, Gregorio Santos Guerrero est en détention préventive arbitraire dans une prison de haute sécurité. Des persécutions et campagnes calomnieuses continuent, tentant de disqualifier les opposants sociaux et politiques au projet Conga et autres méga projets miniers, en assimilant leur légitime lutte à celle du « terrorisme anti-minier » pour mieux préparer le terrain à la poursuite de la répression. Amnesty International a qualifié 2014 comme une « année noire » pour les droits de l'homme au Pérou. La Coordination Nationale des Droits de l'homme au Pérou(CNDH) a relevé plus de 49 morts suite à des conflits sociaux depuis l'arrivée au pouvoir du Président Ollanta Humala.

Nous dénonçons :

- les violations constantes des droits de l'Homme, l'arsenal juridique permettant ces crimes avec l'impunité des forces de police officialisée par la loi 30151 du 13 janvier 2014 (surnommée « le permis de tuer »), l'archivage systématique des jugements en recherche de responsabilités. Une politique qui se concrétise par les morts récentes de Victoriano HUAYNA NINA (22 avril) et Rubén CHECLLA (le 4 mai), quatrième et cinquième victimes récentes tuées par balles dans le conflit opposant la population de la vallée du Tambo (Arequipa) au projet minier Tía Maria. Une politique soutenue par des médias à leur solde qui met en grand danger toutes celles et tous ceux qui démocratiquement s'y opposent : dirigeant du mouvement social et politique, responsables d'organisations de défense des Droits de l'Homme, avocats et juristes, ...
- Les multiples « paquetazos » environnementaux émis par le gouvernement péruvien, en 2014 (loi 30230) et 2015 (loi 3941) qui ignorent les peuples et réduisent les études d'impacts environnementaux (EIA) à de simples formalités dans le but de privilégier l'exploitation minière, pétrolière et forestière, quelles que soient les destructions et la contamination des zones d'exploitation, sans aucun égard pour la qualité de l'environnement ou la biodiversité qui peut y exister.
- L'attribution de concessions minières ou pétrolières, là aussi, sans tenir aucun compte ni des populations qui vivent sur ces espaces, ni des activités économiques et agricoles existantes, ni de l'intérêt écologique de ces régions (les seules concessions minières au Pérou atteignent 260000 km² soit la moitié de la France et certaines régions font l'objet de concessions à plus de 90% de leur territoire), ni des peuples et collectivités dont elles font parties.
- La marginalisation éducative, sociale et politique spécifique des femmes, les violences qu'elles subissent de la part des forces répressives quand elles se mobilisent pour défendre l'eau et leur territoire en font des victimes particulières des conséquences néfastes de l'extractivisme et des dérèglements climatiques.

C'est pourquoi, nous SOLLICITONS du gouvernement péruvien :

- le respect des conventions internationales en particulier de la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies du 28 juillet 2010, relative au droit à l'eau et à l'assainissement et celle du droit à consultation préalable des peuples originaires reconnus par la Déclaration des Nations Unies de 2007 à leur sujet et par la convention 169 de l'OIT de 1989, ratifiée par

le Pérou le 17 janvier 1994 ou encore la Cour interaméricaine des droits de l'Homme.

- l'application immédiate et effective des décisions prises par la Cour Internationale des Droits de l'homme de l'OEA le 4 mai 2014 relatives aux mesures de protection pour 46 opposants membres des rondes et communautés paysannes, la famille Chaupe et 2 journalistes de Cajamarca menacés dans leur droit à la vie et à l'intégrité physique,
- La libération immédiate de Gregorio Santos Guerrero (ouvertement opposé à la colonisation des multinationales minières), comunero, rondero et président élu de la région de Cajamarca. Nous exigeons l'absolu respect de son droit à un procès juste, en accord avec les dispositions du 14 mai 2015 en sa faveur.
- La cessation immédiate de la persécution, des calomnies et de la criminalisation des acteurs du mouvement social et politique opposants au mégaprojets miniers Conga, Tía María et autres.

Nous SOLLICITONS du gouvernement français, l'arrêt de toute coopération dans le domaine de la Police, notamment au travers de la formation des forces de police anti-émeute de la police nationale péruvienne.

Nous APPELLONS les Parlementaires français et européens, les personnalités et organisations sociales et politiques démocratiques françaises, européennes et internationales à s'associer à cette campagne de solidarité internationale avec les Elu-e-s et les peuples du Pérou en lutte contre les multinationales extractivistes à Cajamarca, Lambayeque, Piura, Ica, Apurímac, Cuzco et d'Arequipa et contre les violations des droits territoriaux, environnementaux et humains au Pérou à l'occasion de la préparation des mobilisations sociales en France face la COP 21 à Paris.

Pour ce faire, nous avons décidé de prendre les initiatives suivantes :

- Apporter un soutien aux défenseurs de l'eau et à l'organisation de la II Rencontre Internationale des peuples défenseurs de l'eau, la vie et la Terre-Mère.
- Porter les points évoqués lors de ce colloque aux prochains Sommet des Peuples des 9 et 10 juin prochain à Bruxelles comme celui qui se tiendra à Paris en décembre à l'occasion de la COP 21.
- Soutenir la grève nationale pour la dignité des Peuples et le respect de leur culture, qui se tiendra au Pérou, les 22 et 23 juin prochain
- Etre attentif au 4^{ème} Congrès des Rondes paysannes du Pérou, qui se tiendra du 1^{er} au 3 décembre à Lima.
- Lancer un appel en France comme en Europe contre toutes ces violations à l'encontre des peuples originaires et leur mise en danger des ses dirigeants et défenseurs.
- Organiser une mission de suivie en 2016, à l'échelle européenne associant des parlementaires français et européens.

Paris, Palais du Luxembourg, le 22 MAI 2015